

# CONTRATOME



*Bébé japonais radioactif ?*



*Manif antinucléaire à Tokyo...*

## Tokaimura: Un accident nucléaire de trop



*...et à Genève !*

*Sortir du Nucléaire: URGENCE !*

## Succès antinucléaires... et nouvel accident au Japon !

Le mardi 28 septembre, ContrAtom a participé au dépôt de 130 000 signatures pour les deux initiatives fédérales antinucléaires concernant la reconduction du MORATOIRE ATOMIQUE, qui arrive à son terme l'an prochain, et pour SORTIR DU NUCLÉAIRE. C'est un succès important dans cette période difficile du point de vue de l'engagement militant.

Ces jours également a débuté le démantèlement de Superphénix, grand cheval de bataille de CONTRATOM depuis sa création voici 13 ans. Ce que d'aucuns jugeaient hors de notre portée est donc maintenant une réalité !

Une certaine euphorie se sentait donc au sein de l'association, euphorie tempérée bien entendu par le problème des déchets nucléaires, de l'état des centrales, etc. Euphorie et fatigue également, il faut l'avouer. Certains songeaient même à une mise en *stand-by* de l'association...

Malheureusement, le 30 septembre déjà, l'actualité nous rattrapait... L'accident survenu dans l'usine de retraitement de combustible nucléaire japonaise à TOKAÏMURA à 120 kilomètres au Nord Est de Tokyo venait malheureusement CONFIRMER L'URGENCE DE LA SORTIE DU NUCLÉAIRE et celle de l'interruption des transports nucléaires de combustible irradié vers des usines de retraitement, dont le Conseil fédéral a décidé récemment la reprise.

L'accident de ce jour, dans une unité expérimentale de production de combustible MOX, fait suite à un grave accident sur le même site en 1997, qui avait fait l'objet de tentatives de dissimulation de sa gravité par les responsables japonais. Ce n'est pas une banale «fuite» radioactive comme l'industrie nucléaire les impose au quotidien à la population qui entoure ses installations, mais serait selon les termes même du premier ministre japonais un accident «sans précédents» dans ce pays.

CONTRATOM entend réaffirmer à cette occasion qu'il est inadmissible d'exposer des populations entières au risque d'un nouveau Tchernobyl, risque qui existe en Suisse comme ailleurs. Nous exigeons l'arrêt IMMEDIAT du retraitement du combustible des centrales helvétiques, l'arrêt de l'utilisation du MOX dans nos centrales (Beznau) ...et une sortie rapide du nucléaire.

Lors d'une petite manifestation devant le consulat du Japon, nous avons exprimé, le 1er octobre déjà, notre solidarité avec la population japonaise qui a déjà connu les ravages d'Hiroshima et de Nagasaki et qui est appelée encore une fois à vivre dans sa chair les conséquences de l'irresponsabilité criminelle des nucléocrates. Nous avons fait parvenir au gouvernants japonais message les appelant à revenir à la raison, à mettre un terme à l'aventure nucléaire dans leur pays avant qu'il ne soit trop tard et à cesser le trafic de combustible irradié entre l'Europe et le Japon.

Vous trouverez dans ce numéro, réalisé rapidement, un dossier sur Tokaïmura et d'autres nouvelles du front antinucléaire...

La rédaction

Ont réalisé ce numéro, en urgence vu l'actualité:

Philippe GOBET

Anne-Cécile REIMANN

Pierre VANEK

## Sommaire

Edito.....p.2

Dossier Tokaïmura:

L'accident nucléaire le plus grave depuis Tchernobyl.....p.3-4

Un clou prévisible de plus dans le cercueil du nucléaire japonais...p.5-6

Suisse:

Mühleberg et le bunker du Conseil fédéral.....p.6

Chez nous ça ne risque rien... Vraiment?.....p.7-9

Transport nucléaire: c'est reparti !.....p.10

International:

Superphénix: le début de la fin.....p.10

Mieux vaut être de l'Otan et bien portant que Kosovar et

radioactif.....p.11

Manif à Paris.....p.12

Annonce de débat:

Table ronde sur le retraitement.....p.12

Tirage 1300 ex.

Imprimerie: ...du Lion

Abonnement: 30 Fr.

Cotisation annuelle: 40 Fr.

Soutien: 60 Fr. ou plus....

CONTRATOM

Adresse:

C.P. 65

1211 Genève 8

Secrétariat:

7 Bd Carl-Vogt

CCP: 12-13446-0

Tél./répondeur:

022 781 48 44

Fax: 320 45 67

N'hésitez pas à appeler notre secrétariat pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

# L'accident nucléaire le plus grave depuis Tchernobyl

Le 30 septembre 1999, l'écoute de la radio nous mettait dans une ambiance rappelant quelque peu Tchernobyl. On entendait parler d'une réaction incontrôlée, de doses 4000 fois supérieures à la norme autorisée, d'une quinzaine de personnes irradiées, de milliers de personnes calfeutrées chez elles, de trains et de routes bloqués, d'un recours à l'armée américaine. Des gaz radioactifs étaient dégagés, de nouvelles fuites étaient possibles... Allait-on vivre un nouvel accident aux conséquences mondiales ? En principe, les autorités minimisent toujours l'accident et en nient les conséquences. Là il semblait que, dès le premier jour, la gravité des faits était reconnue. Fallait-il donc prévoir le pire ? (pg)

Le jour suivant, on apprenait que la réaction était arrêtée. Par contre le bilan s'alourdissait vite, et on peut supposer encore pas mal de révélations...

Du point de vue du bilan, il y aurait 50 employés irradiés dont trois à l'article de la mort, les taux de radiations se seraient élevés à des niveaux 17000 fois (et non de 4000) fois supérieurs à la normale et l'accident de serait de gravité 5 (et non 2 ou 3) sur l'échelle internationale des événements nucléaires (qui en compte 7), ce qui le place au premier rang des accidents japonais et du point de vue international au niveau de Three Mile Island (qui fête ses vingt ans cette année...). Le nombre d'habitant-e-s bloqués chez eux a été de 300 000, ce qui est, vous l'avouerez, plus que «quelques



milliers», d'autre part des habitants seraient également irradiés et non seulement des employés. Les antinucléaires avaient donc, encore une fois hélas, raison de se méfier, et l'avenir nous permettra d'en savoir plus. Greenpeace, qui a une équipe sur place et qui a effectué des mesures, a estimé que le nombre de personnes ayant été fortement exposées à la radioactivité est supérieur à l'estimation gouvernementale, sans doute

une centaine de personnes, surtout étant donné le haut niveau de radioactivité encore 24 heures après la fin de l'alerte et l'absence d'évacuation immédiate de la zone. Greenpeace estime que les personnes habitant les 170 maisons dans un rayon de 500 mètres autour de la centrale ont forcément été soumises à des radiations à un niveau dangereux pour la santé.

## Que s'est-il passé le 30 septembre à Tokaimura ?

Vers 10h35, dans cette usine expérimentale qui produisait du combustible pour centrales nucléaires, une réaction dite de criticité s'est produite. Il s'agit donc d'une réaction en chaîne incontrôlée avec émission intense de rayonnements. Un peu comme une bombe nucléaire, mais sans l'aspect violemment explosif.

- Suite en page 4 -

## Une première: la criticité qui dure...

L'accident de Tokaimura est ce qu'on appelle un accident de criticité, soit le déclenchement incontrôlé de réactions en chaîne de fissions au sein d'un milieu contenant des matières fissiles telles l'Uranium 235 ou le plutonium 239.

A signaler que très rapidement l'establishement nucléaire c'est mis en route pour «dédramatiser» une réaction qui est bien celle qui se produit lors de l'explosion d'une bombe atomique. Chef de file dans ce sens a été l'IPSN (Institut de protection et de sûreté nucléaire) organisme officiel français. Quelques heures après l'accident ils publiaient une «analyse» abondamment reprise par les médias, notamment la *Tribune de Genève*, qui contenait notamment deux arguments largement rapportés:

- les accidents de criticité ne seraient pas si grave, puisque depuis 1945, pas moins de 59 d'entre eux ont été recensés dans le monde dont 33 aux USA et 19 en ex-URSS.

- les accidents de criticité «conduisent à des conséquences plus importantes sur le site de l'installation concernée que dans l'environnement».

Ces affirmations appellent bien sûr des réponses. En ce qui concerne la multiplication des accidents de criticité on est en présence d'un effet pervers et paradoxal. A suivre cette logique, plus il y a d'accidents, moins c'est grave ! Et plus il y a de catastrophes majeures, plus on banalise des accidents sérieux. C'est la logique de certains commentaires (radio/TV) dans les heures suivant l'accident qui nous «rassuraient» en expliquant que l'accident était «moins grave» que Tchernobyl, devenu la référence.

En ce qui concerne le deuxième point, sur le caractère soi-disant limité au site des accidents de criticité, l'IPSN aurait mieux fait d'attendre. En effet, le plus souvent les accidents de criticité se traduisent par une explosion qui disperse le matériau radioactif, la réaction ne se poursuit pas en continu, elle est quasi instantanée. Comme l'écri-

vait la Tribune de Genève du 1<sup>er</sup> octobre en s'inspirant de l'IPSN: «Les accidents de criticité consistent en une réaction incontrôlée très brève, aux conséquences généralement limitées...» Or à Tokaimura, il n'y a pas eu d'explosion, mais une réaction continue de criticité, qui selon les dernières informations (AFP du 10 octobre) se serait poursuivie durant 17 heures! C'est un cas nouveau, l'eau refroidissant la cuve aurait servi de «modérateur» permettant à la réaction de se prolonger. C'est un cas nouveau en matière d'accidents de criticité et dont l'analyse ne fait que commencer.

On voit par là que l'IPSN a préféré jouer la solidarité nucléaire plutôt que d'être sérieux scientifiquement. Solidarité qui s'explique, dans son communiqué l'IPSN n'affirme-t-elle pas que «L'IPSN entretient des relations étroites dans le domaine des recherches en sûreté nucléaire avec différents organismes japonais. L'IPSN et JAERI (Japan Atomic Energy Research Institute) coopèrent notamment en matière de criticité...» (pv)



Suite  
de la  
page 3



Pour comparaison, la dose reçue par les 3 principaux irradiés est équivalente à celles au point d'impact de la bombe d'Hiroshima.

L'accident est présenté comme étant dû à une erreur humaine, les employés ayant mis 16 kilos d'uranium dans une cuve en acier, soit près de huit fois la quantité normale, ce qui a déclenché la réaction. Mais d'autre part on sait que les normes gouvernementales de sécurité ont été bafouées par les exploitants depuis longtemps... Un manuel d'exploitation illégal avait été publié en lieu et place du manuel officiel... Cela a été reconnu par la société qui exploite l'usine de Tokaimura.

Autre exemple: on transportait l'uranium dans des seaux en inox (non, vous ne rêvez pas) au lieu d'utiliser les pompes prévues. L'entreprise faisait de plus pression sur les employés pour augmenter la vitesse de travail. La presse japonaise rapporte en outre que les employés n'avaient jamais bénéficié d'une formation adéquate... Ils ne portaient pas non plus les badges mesurant la dose de radiation.

### Echelle de gravité: l'escalade

L'Agence Internationale pour l'Energie atomique (AIEA) a également travaillé à «faire passer» la pilule de l'accident de Tokaimura. Les premières réactions de l'AIEA parlaient d'une classification de l'accident à un niveau 2 ou 3 sur l'échelle de gravité des incidents et accidents nucléaires. Tokaimura aurait été une bagatelle. Puis, en quelques heures, on est passé à un accident de niveau 4. Aujourd'hui on apprend que les autorités japonaises vont classer cet accident au niveau 5, comme celui de Three Mile Island aux USA en 1979. Cette décision fait suite au constat que la radioactivité a affecté les environs de l'usine et touché des habitant-e-s et pas seulement les travailleurs de l'ins-

tallation! On le voit l'AIEA, fidèle à son rôle pronucléaire, s'est inscrite dès le début dans la machine de propagande visant à «limiter les dégâts» produits dans l'opinion publique internationale par ce nouvel accident atomique. Bien entendu, les premières déclarations, sans fondement, de l'AIEA, on fait les gros titres. Quelques jours après la «reclassification» au niveau 5, ne méritait que des entrefilets, et encore dans les journaux les plus consciencieux... Signalons que très rapidement nos amis japonais du *Citizen's Nuclear Information Bureau* avançaient prudemment l'opinion, confirmée depuis, qu'il s'agissait bien d'un incident de niveau 5. (pv)

### French connection et surgénérateur

La Compagnie française COGEMA s'est empressé de déclarer explicitement après l'accident qu'elle n'avait aucun accord avec la JCO, compagnie exploitant l'installation dans laquelle a eu lieu l'accident. Or il s'avère que l'uranium à l'origine de l'accident de criticité de Tokaimura est bien d'origine française. Il a été enrichi à l'usine militaire française de Pierrelatte... appartenant à la COGEMA et fermée en 1996! Il a été révélé en outre que l'opération qui a mal tourné visait à fabriquer du combustible pour le surgénérateur japonais JOYO (petit frère du surgénérateur accidenté de Monju, comme le surgénérateur Phénix l'était de Superphénix) (pv)

Bref, des «erreurs humaines» à tous les niveaux, comme dans tous les domaines, mais comme on sait, dans le nucléaire l'erreur ne pardonne pas...

Tokaimura s'est retrouvée telle une ville fantôme, avec des policiers entièrement revêtus d'habits de radioprotection blancs hantant les rues. L'eau des puits n'est plus potable, pêche, récolte d'aliments et cueillette sont interdites, les bateaux sont priés d'éviter la région. Les aliments de la zone déjà livrés à Tokyo sont ramenés... Là aussi on pense à Tchernobyl...

En ce qui concerne l'usine, elle ne redémarrera pas de sitôt. Le maire de Tokaimura a d'ailleurs ordonné la suspension totale des activités de l'installation en se référant à l'Accord de Sécurité

passé entre la compagnie (la JCO) et l'administration du village. De plus la licence d'exploitation de la JCO a été retirée par l'Agence pour la Science et la Technologie.

Du point de vue des mouvements de protestation, il se passe des choses, même si la presse occidentale s'abstient bien volontiers d'en parler. Par exemple, 120 défenseurs de l'environnement ont défilé jeudi 7 octobre jusqu'au siège du Parlement à Tokyo pour réclamer une enquête indépendante et une révision de la politique nucléaire nipponne. **Affaire à suivre...** PG

### Errare humanum... Vraiment ?

Nombre de commentaires ont vite attribué cet accident à l'«erreur humaine». Sous-entendu, ce n'est pas l'industrie nucléaire qui serait en cause, mais des ouvriers négligents. Or un certain nombre d'informations sont venues préciser les conditions de cet accident:

**1.** Les directives officielles japonaises (Basic guidelines for licencing nuclear facilities 1989) prévoient qu'«il doit y avoir des contre-mesures mises en place pour empêcher une réaction de criticité sous toutes les conditions scientifiquement envisageables» or...

**2.** Il est manifeste que non seulement tout n'a pas été fait pour que cet accident ne puisse pas arriver, au contraire, au fil des jours, la compagnie JCO, filiale de la *Sumitomo Mining Company*, exploitant l'installation est passée aux aveux. D'abord, avec un cynisme particulièrement odieux, sa direction a reconnu qu'«elle savait qu'elle ne remplissait pas les standards légaux» mais qu'elle «n'était pas certaine que ce soit ces violations qui ont causé l'accident». Rajoutant que «plus d'explications sont nécessaires en provenance des travailleurs, mais ils sont à l'hôpital...»

**3.** A la suite de descentes de la police sur le site de Tokaimura et dans les bureaux de la compagnie à Tokio, il s'avère que la JCO, compagnie privée soumise à la loi d'airain de la recherche du profit maximum avait sciemment édité un manuel d'opérations illégal et falsifié, pour remplacer le manuel approuvé par les autorités et permettre notamment aux travailleurs de remplacer le transfert de matériel fissile à l'aide d'une pompe de «haute technologie» par un transfert manuel, avec des seaux en inox! En outre, les caméras vidéo de surveillance étaient systématiquement éteintes, le personnel ne portait pas de badges de contrôle de dose de rayonnements, il n'y avait pas de compteur neutronique sur place qui aurait permis d'accélérer l'identification de l'accident de criticité, etc.

**4.** Une semaine après l'accident un responsable de la STA (Agence officielle pour la science et la technologie) reconnaissait que le gouvernement n'avait mené aucune inspection du complexe de Tokaimura depuis 1992. Le directeur du complexe de Tokaimura lui-même admettait que s'ils étaient soumis à un contrôle de qualité sur leurs produits, «la division chargée de la sécurité n'était pas impliquée dans les inspections».

**5.** Il a également été révélé que les ouvriers directement impliqués dans la manipulation conduisant à l'accident n'avait pas reçu de formation appropriée concernant les réactions chimiques et nucléaires liées au matériel qu'ils manipulaient. L'un des trois travailleurs les plus gravement atteints n'aurait, selon la police, été «informé» des phénomènes de criticité que lorsqu'il était entré au service de la compagnie...il y a 23 ans!

**6.** Enfin, le fait même que physiquement, de par sa forme et son volume, l'appareillage qui a été «surchargé» de matière fissile (16 au lieu de 2,4 kilos d'uranium!) permettait une telle réaction est évidemment en soi criminel! (pv)

# Un clou prévisible de plus dans le cercueil du nucléaire japonais

**Avant même l'accident de Tokaimura, le nucléaire japonais filait du mauvais coton. Ci-dessous un rapide survol de la situation.**

On s'en souvient, en 1995 le surgénérateur japonais MONJU à Tsuruga connaissait un accident sérieux. Un feu de sodium ravageait l'installation. L'exploitant la DONEN (Entreprise publique de développement en matière de combustibles et de réacteurs nucléaires) aggravait l'affaire en tentant une maladroite opération de dissimulation de la gravité des faits: retards dans la communication des informations à l'autorité, censure d'une vidéo montrant l'étendue des dégâts, etc.

## Tokaimura... déjà!

En 1997, un autre accident avait lieu sur le même site, à Tokaimura, berceau de l'industrie nucléaire japonaise, puisque c'est là qu'a été mis en service, il y a près d'une quarantaine d'années, le premier réacteur nucléaire commercial nippon...

En effet, l'usine de retraitement exploitée par DONEN connaissait ce qui était (alors!) le plus grave accident nucléaire sur sol japonais. Cette usine n'en était pas à ses premiers problèmes, l'installation en question, mise en service en 1971, n'a fonctionné réellement qu'à partir de 1981 et ceci avec une productivité égale seulement à 25% de celle qui avait été prévue. Un feu se déclare à 10H du matin entraînant une contamination radioactive de l'air atteignant une quarantaine de travailleurs. Dans la journée le feu est présenté comme éteint et l'incident comme maîtrisé. Mais à 20H00 a lieu une explosion dans un bâtiment de cette installation où sont stockées des quantités importantes de plutonium, l'explosion est suivie d'un deuxième incendie... à 23H les portes de l'usine encore ouvertes, laissent passer les émanations radioactives....

Bien plus tard on apprendra qu'on avait ordonné aux ouvriers de garder le secret sur le fait que le premier incendie n'avait pas été complètement



Le site de Tokaimura

maîtrisé. Les syndicats japonais se mobiliseront pour exiger que la sécurité soit une priorité ... à Tokaimura. Le Premier Ministre japonais présentera des excuses publiques concernant l'accident lui-même, les tentatives de dissimulation et la lenteur de la communication au public. L'usine de retraitement en question se voit fermée jusqu'en 2001 au moins pour une «mise à jour technologique».

## La fuite

### ...en avant vers le MOX

Mais dans le même temps DONEN annonce qu'elle orientera son activité dans cette installation sur l'expérimentation avec le MOX. Or le MOX est un combustible nucléaire particulièrement dangereux: on retire le combustible «brûlé» une fois dans une centrale, on en extrait à grands frais le plutonium et on le réincorpore dans de nouveaux chargement de combustibles (MOX).

Comme, malgré leurs fanfaronnades, les nucléocrates japonais eux-mêmes savent que la surgénération à la *Superphénix* (qui était le «débouché» essentiel envisagé pour le plutonium issu du retraitement) est une voie probablement sans issue, ils poussent à fond l'utilisation du MOX.

En effet, d'ici 2010 la quantité de plutonium japonais produit dans les usines européennes de Sellafield et de La Hague se montera à 45 tonnes, ce qui correspond à 200 transports ma-

ritimes à risque pour le rapatrier...

Or l'utilisation du MOX dans les centrales représente en soi un danger accru. Selon une étude internationale récente, en cas d'accident majeur avec rupture de confinement dans une centrale, la contamination radioactive à une distance donnée de l'accident serait multipliée deux fois et demi.

Par ailleurs, comme feu la surgénération, la production de MOX sert à donner une légitimité apparente au retraitement et à l'extraction de plutonium, la matière première de bombes nucléaires, allant de celle produites par les militaires aux réalisations plus ou moins artisanales pratiquement à la portée de n'importe qui...

## L'avertissement AVANT...

Or ce 14 septembre, deux semaines avant le récent accident à Tokaimura, l'organisation antinucléaire citoyenne japonaise CNIC (*Citizen's Nuclear Information Center*) dénonçait un scandale majeur en relation avec le MOX. Il s'avérait que la compagnie BNFL (British Nuclear Fuels Ltd) exploitant de l'usine de retraitement britannique à Sellafield avait falsifié les données concernant la qualité du MOX produit en Grande Bretagne pour la *Kansai Electric Company*, ceci alors même que la *Kansai* avait des inspecteurs sur le site de Sellafield.

Ceci dans un contexte où la *Kansai Electric* fait des pressions importantes sur les autorités locales pour permettre l'utilisation du MOX dans deux de ses centrales (Fukushima et Takahama). Conclusion de nos amis du CNIC, vérifiée avec éclat deux semaines plus tard: «... on ne peut tout simplement pas avoir confiance dans l'industrie nucléaire, qui sait quels autres procédures elle a violé et quelles autres données ont été falsifiées?»

- Suite en page 5 -

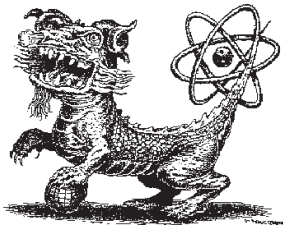
Suite  
de la  
page 4

Le CNIC mettait alors en avant la revendication d'un contrôle du nucléaire japonais par des experts indépendants en affirmant cette vérité «... l'industrie atomique ne peut pas se contrôler elle-même»!

Ce nouveau scandale a conduit le Premier ministre japonais à lancer un appel à DONEN pour qu'ils aillent dans le sens d'une «ouverture et d'une réforme». On apprenait au passage et en même temps que des officiels japonais avaient reconnu le mois précédent que l'installation de Tokaimura «connaissait des fuites radioactives (de bas niveau!) depuis 30 ans.»

### Une opposition croissante

On le voit, les clignotants étaient au rouge pour les nucléocrates japonais bien avant l'accident du 30 septembre. La contradiction est aiguë. D'un côté la politique officielle nipponne met en avant un développement nucléaire massif dans un pays qui compte déjà 51 centrales qui fournissent le tiers de l'électricité du pays. En 1996, un rapport dans ce sens du Ministère du Commerce et de l'Industrie recommandait par exemple la construction



de 70 nouveaux réacteurs d'ici 2030. De l'autre, l'industrie atomique japonaise rencontre une opposition croissante: seuls deux nouveaux réacteurs ont été commandés depuis 1990. L'opposition locale est très active, un exemple: la compagnie *Tohoku Electric* ne parvient pas à convaincre les propriétaires fonciers de lui vendre les terrains nécessaires à la construction d'une centrale dans la région de Niigata au Nord du pays.

Et l'opinion publique en général devient de plus en plus hostile, selon un sondage publié en août 1999 par les services du Premier Ministre japonais cité par *Le Monde* du 2 octobre: «70% des personnes interrogées craignaient l'industrie nucléaire et redoutaient un accident».

Selon un autre sondage rapporté par la BBC le lundi 4 octobre, donc après l'accident de Tokaimura, mais avant un certain nombre de révélations sur les conditions de celui-ci, ce sont 74% de personnes qui sont aujourd'hui inquiètes du développement du programme nucléaire japonais.

Tokaimura est déjà un accident de trop, combien d'accidents supplémentaires faudra-t-il pour que les autorités japonaises comprennent qu'il faut changer de cap en matière énergétique? Telle est la question angoissante que nous nous posons et que se posent des millions de japonaises et de japonais... PV

## Corée du Sud: Incident, aveuglement et protestations

L'accident de Tokaimura a servi de révélateur. En effet, dans les jours suivants nombre d'incidents nucléaires «mineurs», qui auraient normalement passé inaperçus ont été révélés par la presse qui n'en aurait sans cela sans doute pas parlé, tant il est vrai que fuites radioactives «sans gravité» sont le pain quotidien banal de l'industrie atomique.

Le 4 octobre on apprenait par exemple qu'une centrale nucléaire Sud Coréenne avait connu une fuite d'eau lourde radioactive à laquelle 22 ouvriers avaient été exposés. Incident sans conséquences affirment les exploitants. Peut-être, mais ce qui est inquiétant c'est le commentaire de porte-paroles du gouvernement rapporté par les agences de presse.

ceux-ci ont affirmé, se référant à Tokaimura, qu'*«ils n'anticipaient pas d'accidents similaires en Corée et qu'ils avaient l'intention de poursuivre le programme nucléaire ambitieux de leur pays».*

Rappelons que la Corée a 14 centrales nucléaires qui lui fournissent 40% de son électricité et prévoit de construire 6 réacteurs supplémentaires d'ici 2005 et dix de plus au cours de la décennie suivante. Or les nucléocrates sud coréens n'anticipent pas de problèmes, comme on n'en anticipait pas ni à Tchernobyl, ni à Tokaimura !

Heureusement la population n'est pas décidée à se faire. Les villageois aux abords de la centrale où a eu lieu l'incident ont vivement protesté contre la communication tardive (24 heures plus tard !) du problème, ont manifesté devant la centrale en expliquant: «*Ils disent toujours qu'il n'y a rien à craindre, mais comment pouvons-nous leur faire confiance ?*» et en affirmant qu'ils se battraient contre de nouvelles centrales, mot d'ordre repris à Séoul par des manifestants devant le siège du gouvernement dont l'une des banderoles portait le slogan «*Le nucléaire, c'est la mort !*» (pv)

## Une planque à 238 millions

Ca ne va pas très fort à Mühleberg ! La jupe du coeur est réduite à l'état de bikini, les fissures ont en effet encore augmenté de 8 cm., ce qui nous en fait pour 1 m. 50, ( pas de panique, jusqu'à 3 m.50 de fissures, c'est pas dangereux, estiment les experts).

Et puis, il vient d'y avoir deux pannes successives au mois de septembre dernier, ce qui a entraîné



l'arrêt de la centrale. Malgré les protestations des milieux antinucléaires, les autorités en autorisaient la remise en marche deux jours plus tard.

Pas trop préoccupé par la possibilité d'un accident nucléaire à Mühleberg, notre Conseil Fédéral ! Normal: il a sa planque! Son bunker, quoi ! A Kandersteg, au coeur des Alpes bernoises. Donc, si ça pète à Mühleberg, notre gouvernement in corpore compte se réfugier dans son «*ouvrage de défense générale à usage du gouvernement suisse*». (C'est comme ça qu'ils appellent leur planque secrète entre eux). Planque de luxe puisqu'elle a coûté la bagatelle de 238 millions de francs!

Ça doit être rudement bien aménagé là-bas dedans! Mais pour sept, c'est quand même un peu grand, si bien qu'il y aura des invités: pas n'importe lesquels, une bande de parlementaires, triés sur le volet.

On n'a pas la liste des heureux élus, sûrement de joyeux drilles pour animer un peu les longues soirées au bunker!

On ne nous dit pas si le Conseil Fédéral va être averti avant l'accident pour qu'il ait le temps de se mettre en sûreté, ou si les limousines qui transporteront la fleur de la nation seront équipées de carrosseries anti-radiations. Le mieux, pourtant, pour éviter tout ce déménagement, ce serait quand même d'arrêter Mühleberg avant que ça pète, non ?

# Chez nous ça ne risque rien... Vraiment ?

**Parmi les mythes que tentent de propager les nucléocrates de chaque pays, il y a la sécurité toute particulière de leurs centrales à eux, face aux pratiques plus ou moins douteuses de leurs congénères étrangers. L'accident de Tokaimura confirme dans ce sens un règle bien établie...**

En effet, peu après l'accident de *Three Mile Island* aux USA en 1979, on a vu tel pont de nucléaire français stigmatiser l'incurie américaine, qui n'avait soi-disant pas cours sur le Vieux Continent, ceci en se référant d'ailleurs au modèle de planification, d'organisation et de rigueur...soviétique!

A la suite de la catastrophe de *Tchernobyl* bien entendu le noir devenait blanc et c'était l'expertise «occidentale» qui nous protégeait contre le pire, produit par un régime incompetent et bureaucratique, mettant en oeuvre une technologie vétuste.

L'explosion et l'incendie qui faillirent tourner à la catastrophe dans la centrale nucléaire catalane de *Vandellòs* en 1989 eurent pour conséquence l'arrêt définitif du réacteur. On évita d'en trop parler, sauf à stigmatiser l'impréparation toute «méditerranéenne» qui présida à l'intervention des pompiers avertis par un simple garde civil et agissant sans consignes précises...

Quand, suite à des années de lutte antinucléaire internationale, et de déboires technico-économiques le **surgénérateur de Creys-Malville** agonisait, les nucléocrates japonais, restés seuls en lice à l'échelle mondiale à croire à l'avenir de la surgénération, entonnèrent eux aussi un couplet devenu traditionnel, en résumé: ce que la «légèreté» proverbiale des Français n'avait pas pu mener à bien, le sérieux asiatique et la technologie nipponne n'en ferait qu'une bouchée. (Malgré le feu de sodium qui mettait à l'arrêt le surgénérateur japonais de *Monju* dont l'exploitant tenta vainement de dissimuler la gravité au public).



## Y'en a point comme nous !

On s'en doute notre fière Helvétie n'a pas été en reste dans ce domaine. Occulté l'accident en 1969 du réacteur de *Lucens*. (VD) 100% *Made in Switzerland*... On est les meilleurs! Citons à ce propos Serge Prêtre, le patron de la Division principale de la sécurité nucléaire (HSK<sup>2</sup>) et prophète illuminé de l'atome pour qui la catastrophe de *Tchernobyl* se réduit à un accident-bagatelle. (v. ci-dessous)

## Tchernobyl? Un détail !

Serge Prêtre, patron de la sûreté nucléaire helvétique, a écrit la prose effrayante ci-dessous dans une «lettre ouverte», publiée le 19 septembre 1990 dans la revue *Ingénieurs et architectes suisses* (N° 20):

«Donc, pour arriver à une pollution radioactive de la planète qui soit vraiment sérieuse, il faudrait que la radioactivité artificielle puisse au moins concurrencer la radioactivité naturelle. Et pour obtenir cela, il faudrait produire au

moins un *Tchernobyl* par mois pendant plusieurs années. Et on se situerait encore en deçà de la pollution traditionnelle actuelle de notre biosphère.»

Un *Tchernobyl* ça va, un *Tchernobyl* par mois pendant des années, pas vraiment de dégâts... Inquietant, non? ■

Prêtre déclarait au *Matin* l'an passé<sup>3</sup> que:

«La Suisse est traditionnellement le pays de la précision (des montres, des trains), de la sécurité (des téléphériques, des ascenseurs), de la propreté (des hôtels, des trottoirs), de la qualité (des services, des produits). Nous avons donc un bagage culturel qui nous prédisposait à faire du nucléai-

re. Ce qu'ont d'ailleurs souligné des missions internationales.»

Splendide vignette, à laquelle seuls manquent le chocolat...et les coffres-forts qui nous donnent certes l'expérience d'un certain type de blindage et de «confinement», de nature à justifier notre vocation nationale à faire un nucléaire Suisse «propre en ordre», contrairement à celui de ces pauvres pays qui n'ont pas la chance d'avoir notre «prédisposition culturelle» à faire dans la chaudière à plutonium.

En conclusion de ce plaidoyer M. Prêtre renvoie aux avis de «missions internationales». Or précisément une telle «mission» a eu lieu quelques semaines après la publication de l'interview que nous venons de citer. En effet, du 30 novembre au 11 décembre 1998, ce sont onze «experts» internationaux qui sont venus

mettre leur nez dans les pratiques helvétiques en matière de contrôle de la sûreté nucléaire. Ce *team* d'investigation était envoyé par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), officine spécialisée de l'ONU qui inscrit fermement son activité dans le cadre de la

promotion mondiale de l'énergie atomique. Le rapport de l'AIEA est donc peu suspect d'un quelconque parti-pris...antinucléaire.

## Un rapport qui en dit long

Pourtant ce document de 78 pages souligne toute une série de problèmes concernant le fonctionnement de la Division principale de la sécurité nucléaire (HSK) et ses relations avec les exploitants de centrales suisses.

- Suite en page 7 -



Suite  
de la  
page 4



Quarante-cinq «recommandations» (R1 à R45) et trente-six «suggestions» (S1 à S36) sont listées en fin du rapport et jettent une lumière crue sur les faiblesses suisses en la matière. Nous n'en relèverons ici qu'un échantillon:

- **L'indépendance de l'instance de contrôle devrait être assurée (...) et la législation atomique devrait être revue en conséquence (R2).<sup>4</sup>**
- **Une position plus indépendante devrait être donnée à la HSK avec un staff légal accru. (R3)**

En effet, en Suisse le linge sale du nucléaire se lave «en famille» comme le relevait par exemple la *SonntagsZeitung* en septembre 1998 (v. encadré ci-contre).

Le rapport de l'AIEA met en évidence les «conflits d'intérêts possibles» entre l'«application des procédures d'autorisation» et des «activités promotionnelles» (p.6) qui se passent toutes sous le chapeau de l'*Office fédéral de l'énergie (OFEN)*, qui a notamment parmi ses objectifs, dans le cadre du programme *Energie 2000*, d'augmenter la puissance des centrales nucléaires existantes.

- **La HSK devrait développer et mettre en oeuvre un programme d'inspection, qui soit à la fois systématique et de portée générale. (R16)**
- **La HSK devrait s'assurer que son programme d'inspection soit ciblé de manière appropriée sur les questions de sécurité opérationnelle pour que la mise en oeuvre de celui-ci entraîne une vérification effective du niveau de sécurité opérationnelle atteint dans une centrale nucléaire. (R17)**

Le rapport relève entre autres carences (p.29) que la HSK centre son activité sur les seuls problèmes de sûreté durant la mise en service initiale des centrales ou de modifications ultérieures de celles-ci et que l'attention prêtée au fonctionnement courant des centrales est «très limité».

- **Dans le cadre du développement de son programme d'inspection [v. ci-dessus] la HSK devrait définir le programme de formation et de développement nécessaire pour atteindre les objectifs de celui-ci; s'assurer que**

## Liaisons dangereuses ... à Leibstadt (bref rappel)

Dans un article du 6 septembre 1998 intitulé «*Strange fusion chez les contrôleurs du nucléaire*»<sup>5</sup> la *SonntagsZeitung* dénonçait un scandale lié au traitement de la demande d'autorisation pour l'augmentation de puissance de la centrale de Leibstadt. (Augmentation de puissance déjà scandaleuse en elle-même puisque c'est par ce biais, avec l'appui du Conseil fédéral que les exploitants de réacteurs nucléaires suisses contournent le «gel» du nucléaire approuvé par la majorité des électorales/eurs qui ont voté pour le moratoire atomique en septembre 1990.) Ce que dénonce l'hebdomadaire alémanique c'est qu'au niveau des rapports techniques fondant la demande d'autorisation en question, des parties essentielles, plaidant pour l'augmentation de puissance, ne sont pas le fait, comme cela devrait évidemment être le cas, de l'exploitant de la centrale nucléaire en question, mais qu'ils ont été élaborés par l'organisme fédéral de «surveillance» qu'est censé être la HSK.

En ce qui concerne précisément quatre pages et demie du rapport concer-

nant l'arrêt d'urgence de la centrale en cas d'incident, il est apparu que les analyses de l'exploitant étaient complètement insuffisantes. Au lieu de renvoyer la copie à ses auteurs, dont c'était la responsabilité légale de prouver que leur chaudière à plutonium serait «sûre», y compris en cas de puissance accrue, il apparaît, selon l'enquête de la *SonntagsZeitung*, que ce sont les «contrôleurs» de la Confédération eux-mêmes qui ont complaisamment mis la main à la pâte pour pallier aux insuffisances de l'analyse et pour étayer les fondements de celle-ci, y compris en allant jusqu'à commander eux-mêmes, au frais du contribuable, une étude externe à cette fin.

En ce qui concerne également d'autres aspects de l'analyse de sûreté, notamment la simulation par ordinateur de situations de «catastrophe», l'exploitant de Leibstadt ne disposait pas du *know how* nécessaire. Les experts fédéraux sont alors, encore une fois, intervenus à pour refaire divers calculs et corriger des erreurs.

Le chef de la HSK, le tristement célèbre Serge Prêtre interrogé par la *SonntagsZeitung* a été amené lui

même à reconnaître que tout cela conduisait à «une situation inhabituelle». L'euphémisme est de taille, en effet il est évident qu'après avoir trempé eux-mêmes jusqu'au cou dans la demande d'autorisation, les «experts» fédéraux ont perdu (s'ils l'avaient jamais eu) le minimum de distance critique nécessaire pour se prononcer sur ce dossier. Contrairement à ce qu'a dit M. Prêtre c'est la situation récurrente et habituelle en matière atomique d'instance appelée à être à la fois juge et partie! Ce que rappelle l'article de la *SonntagsZeitung*, c'est que l'un des pivots des réseaux qui lient les contrôleurs et les contrôlés en matière atomique dans ce pays est constitué par l'*Association suisse pour l'énergie atomique (ASPEA)*.

Cette officine du lobby nucléaire dont le but avoué est de promouvoir et de faire perdurer envers et contre tout l'«option atomique» dans ce pays, compte d'ailleurs parmi ses membres l'ensemble de la «clique dirigeante» (ce sont les termes qu'emploie la *SonntagsZeitung*) de l'instance soi-disant indépendante qu'est la HSK! ■

**le personnel qui effectue les inspections soit formé et qualifié de manière appropriée en matière de procédures d'inspection effectives et maintenir la compétence technique. (R19)**

● **La HSK devrait développer un plan pour faire face aux pertes de personnel dûs aux départs à la retraite. Ce plan devrait aussi prendre en compte le problème de perte de compétence en matière nucléaire dans le pays étant donnée la stagnation actuelle dans l'industrie atomique. (R20)**

Le rapport souligne en effet que le personnel de la HSK a «une connaissance insuffisante des techniques d'inspection pour lui permettre une vue d'ensemble d'un domaine en cours d'évaluation» (p.31)

Il est intéressant de relever que le patron de la HSK, Serge Prêtre, reconnaît le problème de la qualification de son personnel. *Le Matin* lui demandait en septembre 1998 «*Quel est le niveau réel de la science atomique dans notre pays?*»

Réponse de M. Prêtre: «*Il est encore très bon. Ce qui commence à faire problème, c'est le désintérêt des jeunes étudiants pour cette discipline, et le fait que le réservoir de spécialistes a fondu depuis la mise en vigueur du moratoire nucléaire. Lorsqu'on met une place au concours, la plupart des candidats proviennent de l'Est de l'Allemagne. Cela tient sans doute à la consonance négative du nucléaire aujourd'hui. «Jadis, me disait un collègue, un jeune physicien impressionnait ses amis en s'affichant comme spécialiste du nucléaire; aujourd'hui, il les ferait plutôt fuir...»*<sup>3</sup>

Cette réponse appelle au moins deux observations:

● Le fait que le nucléaire a très largement perdu son attractivité sociale - et le moratoire ne fait que refléter cette situation - conduit sans aucun doute à un réel problème. Nos centrales nucléaires risquent petit à

petit de tomber entre les mains de personnel de plus en plus âgés et/ou de plus en plus incompetent. A ce «*problème*» il n'y a qu'une seule réponse engager et former du personnel... antinucléaire, motivé non par les mythes fondateurs évanescents de l'industrie atomique, mais par une conscience écologique aiguë de la nécessité sociale de gérer de la moins mal possible la sortie du nucléaire. Mais pour prendre ce tournant, il faut qu'une décision politique claire soit prise, un argument de plus en faveur de l'initiative fédérale «*Sortir du nucléaire*», qui devrait passer en votation d'ici moins de deux ans.

- Deuxièmement, il est piquant d'entendre, dans la bouche de M. Prêtre, que le recrutement actuel de nos «*spécialistes*» atomiques provient de l'EX-RTA, alors que ce même personnage n'avait il y a quelques années que mépris pour les compétences atomiques de l'autre côté du rideau de fer. N'écrivait-il pas en 1990 que là-bas «*l'assurance de qualité à laquelle nous donnons beaucoup d'importance en Occident fait totalement défaut...*»<sup>6</sup> et que «*le personnel y est, en ce qui concerne la sécurité nucléaire, d'une incompétence incroyable*». Tout cela pour justifier l'affirmation que «*le bilan de sécurité de nos centrales est au moins 100 fois meilleur que celui des centrales soviétiques*». Au-jour d'hui, ce sont les incompetents d'hier qu'on recrute pour assurer l'avenir de nos réacteurs!

On pourrait encore reproduire nombre des recommandations du rapport de l'AIEA qui toutes contribuent à brosser en creux un tableau assez inquiétant de la sécurité nucléaire suisse: la R23 qui porte sur l'amélioration nécessaire de la précision technique des rapports de la HSK; la R24 qui relève la nécessité de développer une politique pour effectivement forcer les exploitants à se conformer à leurs obligations réglementaires; la R29 qui demande que la HSK exige des exercices annuels dans toutes les centrales qui portent sur la réponse dans tous les domaines aux situations de crise; la R34 qui demande la création à la HSK d'une structure de contrôle des activités de démantèlement d'installations; la R38 qui demande que la HSK envisage d'imposer aux centrales un pro-

gramme de surveillance de leurs abords immédiats...

Nous n'en reproduisons ici qu'une seule encore, qui se passe de commentaires:

- **La HSK devrait assumer ses responsabilités en ce qui concerne le respect des exigences par les centrales nucléaires et d'autres organisations autorisées à transporter du matériel radioactif. Ceci exige des activités de la HSK au-delà des activités de la plus haute priorité aujourd'hui effectuées... (R40)**

En conclusion, on peut dire que même en se plaçant sur le terrain du maintien de l'exploitation du nucléaire, comme c'est le cas pour l'AIEA, les exigences du maintien d'un certain niveau de «*sûreté*» nucléaire entraînent un renforcement significatif de l'investissement nécessaire en matière de sécurité.

### La libéralisation fait pression sur les coûts... et sur la sécurité

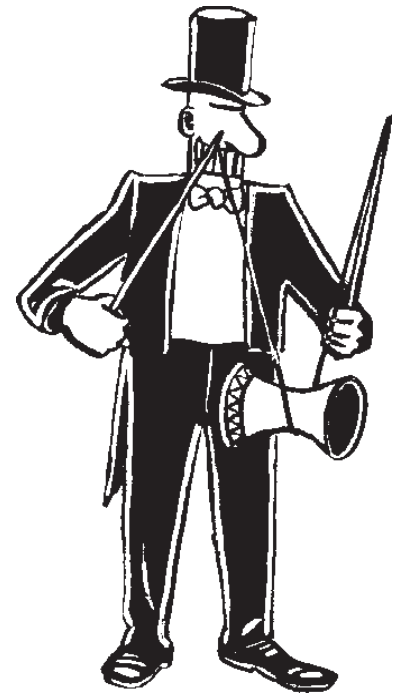
Or aujourd'hui, comme le relève un communiqué même de la HSK, paru le 25 février 1999 suite à la publication du rapport de l'AIEA: «*...les exploitants de centrales nucléaires se voient confrontés à l'ouverture du marché de l'électricité, ce qui va les soumettre à une augmentation de pression pour réduire les coûts.*». Elle a beau affirmer qu'«*il sera primordial que la HSK contrôle strictement qu'une économie sur les frais d'exploitation ne se fasse en aucun cas au détriment de la sécurité des centrales*», qui peut croire que ce sera effectivement le cas?

C'est un pari bien sûr impossible à tenir pour la Confédération; comment résister d'une main aux «*lois du marché*» alors que l'on vante à longueur d'année la soumission à celui-ci comme panacée à tous nos maux? Comment justifier le «*plus*» nécessaire en matière de contrôle étatique effectif et de réglementation, alors que la course au «*moins d'Etat*» est la règle? (v. encadré ci-contre)

Un pari impossible à tenir aussi parce qu'on se trouve confrontés à un

parc de réacteurs vieillissant qu'on envisage d'exploiter pour une durée qui serait un multiple indéfini de celle initialement prévue.<sup>8</sup>

Une seule bonne solution, même si elle est hérétique aujourd'hui face au discours dominant, faire primer radicalement le politique sur l'économie et décider... de briser avec le nucléaire avec autant de volontarisme et d'énergie qu'il en a fallu pour nous l'imposer. PV



- <sup>1</sup> IAEA, Report of the international regulatory review team (IRRT) to Switzerland, janvier 1999
- <sup>2</sup> HSK: Hauptabteilung für die Sicherheit der Kernanlagen, en français: Division principale de la Sécurité des installations nucléaires (DSN)
- <sup>3</sup> Le Matin Dimanche du 4.10.98
- <sup>4</sup> La traduction de l'anglais des extraits cités du rapport de l'AIEA a été effectuée par nos soins.
- <sup>5</sup> SonntagsZeitung du 6.9.98 p. 13: «*Seltsame Fusionen bei AKW-Kontrolle*» v. notre article dans ContrAtom N° 47
- <sup>6</sup> Citations tirées de la Lettre ouverte de Serge Prêtre publiée par la revue *Ingénieurs et architectes suisses* N° 20, septembre 1990
- <sup>7</sup> Energy policies of IEA Countries - Switzerland - 1999 Review, juin 1999
- <sup>8</sup> Voir notre article dans ContrAtom N° 49

## Exhortation atomico-libérale

Fin juin, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dépendant de l'OCDE publiait un rapport sur la politique énergétique suisse<sup>7</sup> «*exhortant*» (c'est le terme de son communiqué) notre pays à «*aller rapidement de l'avant en ce qui concerne l'ouverture à la concurrence des secteurs du gaz naturel et de l'électricité*», mais vantant simultanément la production électronucléaire suisse pour sa contribution à la diminution de rejets de

CO<sub>2</sub> (sans prendre en compte bien entendu la production massive de déchets radioactifs mortels pour des générations), louant la gestion «*efficace*» du parc nucléaire helvétique et plaidant pour le maintien de l'option nucléaire en affirmant que le fait d'entamer des discussions sur la date de fermeture des centrales existantes ne saurait empêcher la construction de nouvelles centrales à l'avenir. ■

# Transports de déchets nucléaires : C'est reparti !

Le 1<sup>er</sup> septembre dernier, les autorités fédérales donnaient l'autorisation de reprendre les transports d'éléments du combustible irradié vers les usines de retraitement de Sellafield et La Hague.

Rappelons que ces transports avaient été interrompus en mai 1998 suite à la révélation d'un scandale: la dissimulation de la contamination des wagons de transport. Par la suite, des habitants-e-s des environs de ces deux usines de retraitement, victimes de la pollution due aux déchets radioactifs, ont déposé une plainte collective contre les responsables de l'industrie atomique suisse.

Le 12 décembre 1999, CONTRATOM participait à une manifestation de deuil devant la centrale de Göesgen, en souvenir de Gemma, morte de Leucémie à l'âge de 6 ans, victime de la pollution radioactive, comme beaucoup d'autres enfants riverains de l'usine de retraitement de Sellafield. Les antinucléaires demandaient à cette occasion, une fois de plus, l'arrêt du transport des déchets nucléaires. A nouveau le problème insoluble des déchets était remis sur la sellette. Rappelons que les déchets nucléaires acheminés durant les 20 dernières années vers les usines de retraitement nous reviennent six fois plus volumineux ! Nous devons donc nous attendre actuellement en Suisse à des centaines de transports de rapatriement avec des isotopes radioactifs aussi toxiques que le plutonium...

Accidents de transport, vols de plutonium ou irradiation des wagons : chaque transport augmente les risques.

Il est impératif d'arrêter immédiatement l'envoi des déchets



dans les usines de retraitement et non seulement «à terme» comme l'a décidé le Conseil Fédéral (v. CONTRATOM N°49). L'envoi en retraitement ne présente

qu'une facilité de fonctionnement dans la mesure où elle permet aux centrales nucléaires de se débarrasser des combustibles usagés et qu'elles seraient sinon contraintes de gérer elles-mêmes. Cela déplace aussi l'insoluble problème des déchets dans le temps: en effet il faut laisser «refroidir» les combustibles pendant plusieurs années dans les piscines de stockage des usines de retraitement.

Le retour des déchets n'intervient qu'après un délai d'environ 10 ans. Tout le temps de laisser les exploitants des centrales penser que la gestion des déchets ne les concerne pas.

Or il faut mettre le nez de nos nucléocrates dans leur caca, si vous me passez l'expression. Les déchets doivent être stockés sur le site même des installations nucléaires. A ceux qui les produisent d'en assurer le stockage à long terme.

Il est d'ailleurs probable que si les exploitants des centrales, soucieux surtout de leur profit, devaient assumer eux-mêmes le coût réel du stockage à long terme, ainsi que celui du démantèlement des installations et de la dépollution des sites contaminés, ils seraient bien obligés d'abandonner bien vite leurs exploitations devenues peu rentables...

Il n'y a pas 36 solutions à la question des déchets radioactifs : **Ce-sons d'en produire ! L'avenir sera dénucléarisé ou ne sera pas...** ACR

# Superphénix: le début de la fin !

C'est un moment historique et tant attendu par tous ceux qui ont lutté contre ce monstre depuis 1977:



**le démantèlement de Superphénix a commencé ! Même si cela va être long et difficile, cette fois ça y est, et on ne pourra plus revenir en arrière...**

Un tel monstre ne se démolit pas à coups de bulldozer, vous l'imaginez bien. Une équipe de techniciens ultra-spécialisés (enfin on espère, parce que c'est un travail qui n'a jamais été fait à cette échelle...) s'est mise au travail. Dix-huit mois seront nécessaires pour enlever le combustible du coeur (soit 650 assemblages de combustible extraits au rythme de 3 par jour en semaine)... Durant tout ce temps il faudra maintenir le sodium à bonne température afin d'éviter qu'il ne se fige autour du combustible. Quant à ces 5000 tonnes de sodium, elles posent le problème technique le plus pointu, (rappelons que rien n'avait été prévu pour vider le sodium, qui explose au contact de l'eau et brûle au contact de l'air...), il reste donc dix-huit mois pour trouver la meilleure solution.

Depuis plusieurs semaines, les pinces sont entrées en action pour débrancher des tuyaux. Et sur chacun d'eux est apposé un sigle: MHSD. Devinez ce que ça veut dire, et vous gagnerez un chocolat aux noisettes qu'il faudra retirer au local de CONTRATOM dans la nuit du 30 au 31 novembre 1999... Vous avez trouvé ? Il s'agit de «*Mise Hors Service Définitive...*» C'est agréable à lire, non ? Fin septembre, la moitié des mises hors service a déjà été effectuée. Le coût total du démantèlement sera paraît-il de 16,8 milliards de FF et M. Bruno Coraçá, actuel directeur, voit ça comme un «*challenge à relever avec un certain nombre d'enjeux sociaux, économiques et environnementaux*». On se réjouit comme on peut, n'est-ce pas... PG

# Mieux vaut être de l'OTAN et bien portant que Kosovar et radioactif...

**Et cette fois on ne pourra pas dire «OTAN en emporte le vent» puisque la contamination du territoire Kosovar n'est pas près de disparaître sans laisser de traces...**

Quel est le principe ? Eh bien on vient sauver les peuples opprimés, massacrés voire exterminés, (ce qui est sans doute un but louable en soi) au moyen de munitions enrichies par de l'uranium appauvri, si j'ose dire. C'est-à-dire que comme lors de la guerre du Golfe, les obus sont constitués d'un alliage de titane et d'uranium, matériau qui a l'avantage d'être plus lourd que le plomb, et pénètre ainsi avec plus d'aisance les blindés adverses. En plus, l'uranium appauvri, on ne sait pas quoi en foutre, alors ça tombe bien, comme ça on fait d'une pierre deux coups : on tue les Serbes et on liquide l'uranium appauvri qui est un déchet nucléaire. D'ailleurs on vous a déjà parlé de tout ça lors de la guerre du Golfe.

Bon, les Kosovars, vous allez me dire, ils ne savent pas non plus quoi en foutre de l'uranium appauvri. Cer-

tes, mais qu'importe ? Premièrement ils sont pauvres et ainsi l'uranium appauvri, ça ne jure pas dans le décor (oh vous savez, le cynisme est la dernière arme des coeurs sensibles),

var, par exemple, subira donc un empoisonnement lent au métal lourd ainsi que des radiations internes, donc particulièrement appréciables.

Bien sûr, ces informations proviennent d'ONG, vous savez qu'il faut se méfier de ces gens-là, on n'est jamais assez prudent. Parce que les gens sérieux, comme ceux qui travaillent à l'OTAN par exemple, disent



deuxièmement on ne leur demande pas d'en faire quelque chose, qu'ils le gardent et ça nous suffit. Une seule balle de 30 mm contient plus d'uranium qu'il n'y en a dans le sol sur 15 km<sup>2</sup>, et de plus ce matériau, en brûlant lors de l'impact dégage des particules d'aérosol nocives, qui vont être ingérées lors de la respiration. (Vous allez où en vacances l'été prochain ? Pas au Kosovo ? Dommage, jolie région.) La victime, un Koso-

var bien entendu qu'il n'y a pas de problème avec l'uranium appauvri, et que tout va bien et puis d'ailleurs qu'il faut pas s'inquiéter. (Sinon ça va nous faire des maladies psychosomatiques, comme à Tchernobyl ?) L'affaire de l'uranium appauvri serait «une non-affaire». Mais des journalistes (ceux-là aussi : méfiez-vous) possèdent une copie d'un rapport classé mais alarmiste fait par le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement)... Et des fonctionnaires ou des missions diplomatiques leur demandent régulièrement et bien gentiment des copies. Bref, au niveau officiel cela sent la censure à plein nez Aux Pays-Bas par exemple, un haut responsable militaire voulait préparer ses troupes à se protéger contre une éventuelle contamination due à l'UA (uranium appauvri). Il s'est vite fait sévèrement réprimander et a compris que s'il voulait garder son emploi, il fallait changer de sujet de conversation, et vite ! Il s'agirait d'éviter que la présence d'UA au Kosovo ne crée une panique généralisée (encore des maladies psychosomatiques en perspective...).

PG

**Si vous voulez plus de détails sur ces histoires, lisez l'excellent journal «Le Courrier», en particulier les N° du 24 juillet et du 6 octobre 1999. Quant au père Jean-Marie Benjamin, il a publié un livre «Irak, l'apocalypse» et un film «Irak, genèse du temps».**

## Dernière minute

### Irak - Enfants difformes - leucémies

Parmi les vilains détracteurs de l'UA se trouve un prêtre, le père français Jean-Marie Benjamin. Et là, je dois dire, on perd toute envie de plaisanter. La future catastrophe écologique dont je vous parlais au début de cet article est déjà une réalité en Irak. Les faits : entre 295 et 400 tonnes de munitions à l'uranium ont été déversées sur l'Irak. On estime qu'il y a eu un million de morts. Et aujourd'hui, des centaines d'enfants naissent handicapés. Le père Benjamin a quatre heures et demie de tournage à ce sujet. Je cite : «des images effrayantes», «Ce sont des monstres qui naissent, des enfants difformes, complètement atrophiés. Dans les pro-

chaines années, il y aura les mêmes conséquences dans les Balkans.» No comment...

Le professeur allemand Günther a publié une étude après cinq ans de recherche. Les résultats : l'uranium provoque chez l'enfant un collapsus du système immunitaire avec de fortes augmentations d'infections, des symptômes ressemblant à ceux du SIDA, un développement d'herpès et de zona, un dysfonctionnement des reins et du foie, la leucémie, des malformations de cause génétique... Tout cela se rencontre aussi chez les animaux. Dans les cinq derniers mois 30 000 animaux (vaches, moutons, poulets) sont morts.

Le phénomène s'étend maintenant au sud de la Turquie et à la Jordanie...

La nourriture est contaminée. L'eau est contaminée. Les composantes de l'air sont modifiées à cause de la radioactivité...

En ce qui concerne les combattants américains, il y en aurait de 80 000 (selon les autorités) à 200 000 (selon les comités de soldats) également contaminés.

Dernier chiffre : le Koweït a dépensé 18 milliards de dollars pour décontaminer son territoire, qui est beaucoup plus petit, et ça n'est pas terminé. Mais en Irak, pas de sous...

Et après l'Irak et le Kosovo, le Timor ??? (pg)

En **France**, le réseau «Sortir du nucléaire», et de nombreuses organisations dont CHICHEI, Greenpeace, le GSIEN, la LCR, les Verts, etc convoquent à une **manifestation...**

**dimanche 28 novembre à Paris**

pour dire...

Départ:  
14h00  
place de la  
République.



Pourquoi ne pas rejoindre nos amis français et les soutenir dans leur combat, qui est aussi le nôtre vu la proximité de leurs centrales.... Les organisateurs soulignent que la majorité des citoyens français se prononcent pour une sortie du nucléaire (NDLR d'après des sondages puisque l'Etat ne leur demande pas leur avis...). Or le lobby nucléaire tente d'obtenir avant la fin de l'année, la décision de mise en chantier d'un nouveau type de réacteur nucléaire franco-allemand, l'EPR.

Ils soulignent également que la France risque de s'isoler dans une impasse dangereuse et coûteuse en lançant la filière EPR. Des dizaines de milliards de francs investis seraient ainsi détournés de la mise en oeuvre d'une politique énergétique alternative, alors qu'aucune solution au problème des déchets nucléaires n'existe et que les dangers du nucléaire sont toujours omniprésents.

**«Lancer l'EPR, c'est repartir pour 50 ans de nucléaire !» Non merci...**

Pour plus de détails adressez-vous à CONTRATOM (un voyage en train est ...en train de s'organiser), ou au Secrétariat National «Non à un nouveau programme nucléaire», tél: 01 43 55 44 43 ou encore à la Coordination nationale des départs en bus ou en voitures, tél: 04 78 28 29 22.

Vous pouvez aussi signer la pétition en ligne sur:

[rezo@sortirdunucleaire.org](mailto:rezo@sortirdunucleaire.org).

Actuellement 68 908 signatures ont été récoltées, l'objectif étant de 100 000 !

### Table ronde - Débat

Vendredi 19 novembre 1999  
à 20H00 à UNI-Bastions, sur...

### Le retraitement des déchets radioactifs

1. *Le retraitement en tant que mise à disposition du plutonium*
2. *Conséquences du retraitement sur cette mise à disposition*
3. *Conséquences du retraitement sur l'empoisonnement radioactif de la biosphère*
4. *Production du MOX*

**Avec:** Monique SENE dir. de recherche au CNRS, Raymond SENE, chercheur au CNRS, Didier ANGER opposant à La Hague, Pierre LEHMANN, physicien. **Animateur:** Jacques MIRENOWICZ, journaliste

org: WWF avec le soutien du DIAE

JAB  
1211 Genève 8  
PP (Journal)  
CH-1211 Genève 8

## Pour «Sortir du Nucléaire» et «Moratoire plus» : 130 000 signatures déposées à Berne le 28 septembre



Le cap de la récolte des signatures est franchi. Merci 130 000 fois à toutes celles et à tous ceux qui y ont contribué en signant et surtout en faisant signer ces deux initiatives antinucléaires...

Une série d'échéances fédérales nous attendent, avant même le vote de ces initiatives: votation sur l'initiative solaire... référendum contre la dérégulation du marché de l'électricité, etc.

Nous y reviendrons dans notre prochain numéro !

